



Programme « Action Publique 2022 »

Une consultation douteuse pour une réforme désastreuse !

Après la RGPP de Sarkozy et la MAP de Hollande, voici le programme AP de Macron, avec toujours la même volonté de réduction drastique des services publics et des emplois publics. Piloté par le ministre du budget Gérard Darmanin, cette énième réforme d'inspiration néo libérale, vise à « moderniser » l'accès aux services publics. La méthode se drapait d'une vertu jupitérienne : la parole serait aux français !

Ainsi, depuis le 24 novembre 2017, le gouvernement a lancé des consultations « pour la transformation des services publics » à la fois via une plate-forme numérique et aussi via des « événements », comme les 25 et 26 janvier prochains, le forum Action publique 2022 qui se tiendra à Nantes.

Sur la forme, nous dénonçons l'opacité totale sur le lieu où le choix des participants amenés à donner leur avis sur l'avenir des services publics. Qui sont-ils et que représentent-ils ? Se parer ainsi d'un vernis de consultation large relève plus d'une opération de communication que d'une réelle volonté d'écouter les citoyen·nes. Elle accentue également le sentiment démagogique que les corps intermédiaires, dont les syndicats, sont des obstacles à contourner.

Sur le fond, une très large majorité de françaises et français sont attachés aux retraites, à la sécurité sociale, aux soins, à l'éducation, à la recherche, aux organismes chargés de leur trouver un emploi ou une formation, de chasser les tricheurs fiscaux, de contrôler les abus du patronat, à leurs protections sociales et sanitaires, à la sûreté, aux transports publics, aux droits à la communication, à l'information, etc...

Or, le président Macron a annoncé lors de la campagne présidentielle vouloir supprimer pas moins de 70 000 emplois dans la fonction publique territoriale, 50 000 emplois dans la fonction publique d'état, tout en érodant fortement la fonction publique hospitalière...

Or la feuille de route du programme « Action publique 2022 », c'est réfléchir à l'abandon ou à la privatisation de missions de services publics. C'est aussi le basculement de certaines missions des services de l'Etat vers les collectivités locales, Accentuant ainsi les reculs des services publics. AP 2022, c'est un démantèlement des services publics mais c'est aussi un changement profond de société, avec des perspectives de privatisations accrues : transports, protection sociale, énergie ... entraînant, de facto, un développement des inégalités.

L'intersyndicale invite à faire entendre nos voix autrement que dans ce simulacre de démocratie, véritable caution de la casse du service public et de ses agents ! Agents des services publics ou usagers, venez exiger une autre vision d'un service public au service de l'égalité, de la protection des populations et du progrès humain !

La CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à un rassemblement à Nantes, devant la préfecture de Loire-Atlantique, le jeudi 25 janvier 2018 à 12h